

NON à la **répression coloniale** en Kanaky !

Libération immédiate des jeunes et des militant-e-s politiques Kanak emprisonné-e-s!



Le Colonialisme français présent en KANAKY depuis 1853 (171 ans) refuse absolument de reconnaître la légitimité du peuple KANAK présent sur ses terres depuis plus de 3000 ans.

Après avoir essayé d'exterminer les Kanaks, de les spolier de leurs terres et de leurs richesses, la France colonialiste veut, par une loi scélérate, retirer au peuple KANAK son droit inaliénable à la pleine souveraineté.

La tentative de dégel du corps électoral visant à rendre définitivement impossible l'accès du peuple kanak à la souveraineté s'est heurtée à la mobilisation et à la détermination du peuple kanak, en particulier de sa jeunesse qui a payé un lourd tribut pour que Kanaky soit enfin libre.

En violation des accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) visant à instaurer une «communauté de destin», le président de la République française et son gouvernement, en collusion avec une frange extrémiste et raciste des Caldoches et des nouveaux immigrants, veulent imposer au peuple KANAK l'immobilisme colonial, l'exploitation et le mépris.

En envoyant plus de 3500 militaires -qui soutiennent les milices racistes tuant impunément les kanaks- en utilisant la justice pour imposer l'injustice, le président de la France et son gouvernement ont choisi la voie de la répression pour mettre pleinement en oeuvre la circulaire Messmer du 8 juillet 1972 visant à «réussir une opération de peuplement outre-mer».

Ainsi, la machine répressive du système colonial français a déployé ses manœuvres d'intimidation et arrêté et déporté 11 militants dont des responsables de la CCAT, de la radio Djido et d'autres organismes apparentés au FLNKS pour des motifs surréalistes de « terrorisme » !

Comme pour Toussaint LOUVERTURE -1802, BEHANZIN -1894 et l'OJAM - 1963 en Martinique, le GONG -1967 et l'ARC -1987 en Guadeloupe, le MOGUYDE -1974, les militants politiques et syndicaux -1974, -1980, - 1997 en Guyane, le colonialisme français emprisonne et déporte loin de leur pays les militantes et militants kanaks.

Huit (8) d'entre eux ont été mis en garde à vue prolongée, puis en détention provisoire dans les prisons françaises : Mulhouse, Dijon, Villefranche sur Saône, Riom, Blois, Bourges.

L'arrestation et la déportation des militants kanaks n'arrêteront à coup sûr en rien le processus inéluctable et légitime d'accession à la souveraineté de la Kanaky .

Les organisations signataires de Guadeloupe, Guyane et Martinique:

Expriment leur solidarité indéfectible envers les courageux combattants kanak de la dignité.

Réitèrent leur soutien total envers les militantes et militants arrêtés de manière arbitraire par les autorités répressives du colonialisme française.

Appellent à la mobilisation tous leurs militants en exigence de la libération immédiate et sans conditions de tous les militant-e-s et prisonnier-e-s politiques kanaks

Dénoncent les méthodes d'extermination et de génocide perpétrés par l'état français à l'encontre du peuple Kanak, relevant d'un crime contre l'Humanité

Condamnent les actes colonialistes du président et du gouvernement français et lancent un appel à la solidarité internationale.

Soutiennent la lutte du peuple Kanak pour son droit inaliénable à la pleine souveraineté et à l'indépendance



VIVE KANAKY LIBRE

Guadeloupe, Guyane, Martinique, lundi 24 juin 2024

SIGNATAIRES

GAUDELLOUPE

ANG, COMBAT OUVRIER, CFTC, CGTG, CIPN, CIPPA, FAEN SNCL, FNKG, FO, FSU, KSG, LAKOU SANTÉ, LKP, MIR GUADELOUPE, MOUVMAN NONM, PPDG, SOLIDAIRES GUADELOUPE, SPEG, SUD PTT GWA, SUSICAG, TRAVAYÈ É PÉYIZAN, UGTG, UPLG

GUYANE

KOMITE DRAPO - MDES - MIR GUYANE- PSG, PÉYI GUYANE - UTG

MARTINIQUE

ANLOT LAREL POU LAVI*RÉZISTANS, CDMT, CERCLE FRANTZ FANON, CGTM, CGTM FSM, CNCP APAL, CNR, COMBAT OUVRIER, GRS, IKIMA, K13J20, KONSYANS MATNIK, LE LAMENTIN LA RELEVE, MARTINIQUE NOUVELLE CONCEPTION, MIM, MIR, MPREOM, MODEMAS, ORGAPÉYI, PADEMA, PALIMA, PCM, PKLS, UGTM